SYRIE: INTERVENIR OU PAS ?

Les français sont majoritairement opposés à toute intervention militaire en Syrie (le pourcentage varie selon les sondages entre 55 et 75 %). Ils considèrent, à juste titre, que l'engagement de la France dans une telle opération doit passer par l'assentiment de ses représentants à l'Assemblée nationale, le peuple étant en principe souverain. Les modifications de la constitution opérées en 2008 par M. Sarkozy (à 2 voix près) permettent de se passer de l'avis des députés et autorisent le Président à agir à sa guise et de ne les consulter qu'a postériori, non pas pour obtenir un accord qui n'est plus nécessaire, mais pour justifier l'intervention ce qui constitue un non sens d'un point de vue démocratique.

Dans ces conditions les français n'ont aucune chance d'être entendus. Pourtant ils ont des arguments de poids qui devraient donner à réfléchir.

- Ils ne souhaitent pas être mêlés à des problèmes qui ne les concernent pas. Ils en ont suffisamment chez eux pour ne pas en rajouter. Combattre la crise et le chômage doit être à leurs yeux la préoccupation principale de nos dirigeants.
- En intervenant dans les affaires intérieures syriennes ils estiment que le pays s'expose a des représailles sur nos concitoyens et contre nos intérêts économiques.
- Les français savent aussi qu'une guerre aussi courte soit-elle coute cher en vies humaines et grève nos finances déjà en très mauvais état. Ils ne veulent plus voir leur compatriotes revenir dans des sacs plastique, pas plus qu'ils ne souhaitent voir la dette du pays s'alourdir davantage.
- Ils savent aussi, en regardant un peu en arrière, qu'une guerre constitue un formidable écran de fumée qui cache la réalité des problèmes intérieures du pays. Par le passé nombre d'interventions extérieures ont été effectuées pour détourner l'attention de nos compatriotes des vrais problèmes du moment. Toujours en regardant l'histoire ils savent aussi qu'une guerre victorieuse redore le blason

du chef guerrier.

- Grâce à l’Union européenne ils ont pu pendant 68 ans vivre sans conflit à leurs frontières. Ils considèrent qu’il serait donc stupide d’aller au loin chercher ce que l’on a su éviter chez soi.
- Enfin, ils ne comprendraient pas qu’une intervention militaire puisse-t-être menée sans être mandatée par le Conseil de sécurité.

Alors pourquoi tant d’obstination de la part de nos dirigeants à persister dans l’erreur ?

Il est fort probable que le gazage d’un nombre important des opposants au régime syrien, aussi odieux soit-il, ne soit qu’un prétexte pour une intervention dans cette partie du monde. Plus de 100.000 personnes ont déjà été tués par balles ou dans des explosions depuis deux ans. Il y aurait-il des moyens de supprimer des gens qui seraient acceptables et d’ autres qui ne le seraient pas ? Cette étrange discrimination dans la façon de tuer parait un argument fragile. La réalité est à mon avis tout autre et inaccessible au français moyen. La France comme les USA ont dans la région des intérêts géopolitiques et des lobbys puissants exercent auprès des autorités une influence déterminante dans ce conflit. C’est de ce côté qu’il faut chercher la volonté d’intervenir manifestée par notre Président. En répondant à la question : “ A qui profite la guerre ?” nous connaîtrons les vraies raisons d’ une intervention, encore hypothétique.

Fort heureusement, la décision française d’intervenir est liée à celle des américains qui attendent le feu vert de leurs parlementaires pour agir. Ces derniers ont commencé aujourd’hui les discussions et les avis des républicains comme ceux des démocrates sur la question sont partagés. Reste à espérer que le Congrès américain dans sa grande sagesse, conscient d’un risque d’embrasement dans la région, s’opposera énergiquement à toute velléité guerrière.

Photo : lexpress.fr